

## **Comment Washington tente de déstabiliser les gouvernements progressistes**

Par **Alexander Main et Dan Beeton**, respectivement Senior Associate (chercheur associé principal) pour la politique internationale au Center for Economic and Policy Research (CEPR) à Washington, et directeur des communications internationales au CEPR.

---

**A**u début de l'été 2015, le monde avait les yeux rivés sur le combat héroïque de la Grèce contre un diktat néolibéral désastreux. On a pu voir comment les autorités financières de la zone euro ont infligé au peuple grec une douloureuse correction publique avec un zèle sadique.

Lorsque le gouvernement de gauche de la Grèce décida d'organiser un référendum national sur le programme d'austérité imposé par la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne (BCE) se livra à des représailles en restreignant les liquidités des banques grecques. Ce qui provoqua une fermeture prolongée de ces établissements financiers et plongea la Grèce dans une récession encore plus grave. Malgré le vote massif du peuple grec contre l'austérité, l'Allemagne et le cartel des créanciers européens ont pu bafouer la démocratie et obtenir exactement ce qu'ils voulaient : la complète soumission à leur programme néolibéral.

Au cours des quinze dernières années, un combat similaire contre le néolibéralisme a été livré dans tout le continent américain et, pour l'essentiel, sans la moindre information du public. Au début, Washington tenta de réprimer toute contestation en recourant à des méthodes encore plus féroces que celles utilisées contre la Grèce, mais le mouvement de résistance de l'Amérique latine contre l'agenda néolibéral a été largement couronné de succès. C'est un récit épique qui voit progressivement le jour grâce à l'exploration continue de l'énorme masse de câbles diplomatiques américains rendus publics par WikiLeaks.

Le néolibéralisme était très solidement implanté en Amérique latine bien longtemps avant que les autorités allemandes et celles de la zone euro ne commencent à imposer par la force des ajustements structurels à la Grèce et aux autres pays périphériques endettés. En recourant à la contrainte (les conditionnalités attachées aux prêts du FMI) et à l'endoctrinement (en formant les *Chicago boys* de la région), les Etats-Unis ont réussi, dès le milieu des années 1980, à répandre l'évangile de l'austérité fiscale, de la déréglementation, du prétendu « libre-échange », de la privatisation et de la réduction draconienne du secteur public à l'échelle de tout le continent.

Le résultat fut étonnamment semblable à ce que l'on a pu voir en Grèce : croissance stagnante (presque aucune augmentation du revenu par tête d'habitant durant les deux décennies 1980-2000), pauvreté croissante, baisse du niveau de vie pour des millions de foyers, et pléthore de nouvelles opportunités pour les investisseurs et les grandes entreprises internationales avec, à la clé, des profits rapides.

A la fin des années 1980, la région commença à se rebeller et à se soulever contre les politiques néolibérales. Au début, la rébellion était essentiellement spontanée et inorganisée – comme ce fut le cas du *Caracazo*<sup>1</sup> au Venezuela début 1989. Mais, par la suite, les candidats anti-néolibéraux ont commencé à gagner les élections et – au grand dam de l'Establishment de la politique étrangère américaine – un nombre croissant d'entre eux ont tenu leurs promesses de campagne et ont commencé à mettre en œuvre des mesures de lutte contre la pauvreté, ainsi que des politiques hétérodoxes qui ont réaffirmé le rôle de l'Etat dans l'économie. Entre 1999 et 2008, les candidats orientés à gauche – opposés à des degrés variables au néolibéralisme et à l'hégémonie américaine – ont remporté les élections présidentielles au Venezuela, au Brésil, en Argentine, en Uruguay, en Bolivie, au Honduras, en Equateur, au Nicaragua et au Paraguay.

Une bonne partie de l'histoire des efforts du gouvernement américain pour contenir et faire refluer la vague anti-néolibérale est accessible à travers les dizaines de milliers de câbles diplomatiques de WikiLeaks en provenance des missions diplomatiques américaines de la région, du début des années 2000 à 2010. Les câbles – que nous analysons dans le livre [\*The WikiLeaks Files: The\*](#)

---

<sup>1</sup> NDT : Les émeutes connues sous le nom de Caracazo démarrèrent à Caracas le 27 février 1989. Ce fut un soulèvement populaire et étudiant contre la politique néolibérale mise en œuvre – sur les recommandations du FMI – par le président Carlos Andrés Pérez, social-démocrate. La répression par l'armée fit entre 300 (chiffre officiel) et 3 000 morts.

[\*World According to U.S. Empire\*](#) publié par Verso Books – révèlent jour après jour les mécanismes d'intervention politique des Etats-Unis en Amérique latine, transformant en pure dérision la position officielle du Département d'Etat qui proclame que « *les Etats-Unis ne s'ingèrent pas dans la politique intérieure des autres pays* ». Un soutien matériel et stratégique est apporté aux groupes d'opposition de droite, dont certains sont violents et anti-démocratiques. Les câbles donnent aussi une image édifiante de l'état d'esprit idéologique de guerre froide qui règne chez les diplomates américains, et les montre tentant de faire usage de mesures coercitives rappelant celles récemment appliquées pour étouffer la démocratie grecque.

Sans surprise, les grands médias ont largement occulté ou passé sous silence cette embarrassante chronique d'agression impériale, préférant se concentrer sur les rapports des diplomates américains qui faisaient état d'actions potentiellement embarrassantes ou illicites de la part de responsables étrangers. Les quelques experts ayant pignon sur rue qui ont proposé une analyse plus développée des câbles prétendent, et ce n'est guère étonnant, qu'il n'existe pas de véritable fossé entre la rhétorique officielle des Etats-Unis et la réalité dépeinte dans ces câbles. Selon les propres [mots](#) d'un spécialiste américain des relations internationales, « *on n'y trouve nullement l'image des Etats-Unis comme marionnettistes tout-puissants essayant de tirer les ficelles de différents gouvernements pour servir les intérêts de leurs grandes entreprises* ».

On ne trouve pas une telle image ? Lecteurs, jugez par vous-mêmes.

**« Ce n'est pas du chantage... »**

Fin 2005, Evo Morales remportait une écrasante victoire à l'élection présidentielle de Bolivie, avec un programme de réforme constitutionnelle, de droits pour les indigènes et la promesse de combattre la pauvreté et le néolibéralisme. Le 3 janvier, tout juste deux jours après sa prise de fonction, Morales recevait la visite de l'ambassadeur américain à La Paz, David L. Greenlee. L'ambassadeur n'y alla pas par quatre chemins : l'aide multilatérale à la Bolivie, soumise au feu vert des Etats-Unis, dépendrait de la bonne conduite du gouvernement de Morales. Cela aurait pu être une scène du *Parrain*.

L'ambassadeur montra l'importance cruciale des contributions américaines aux financements internationaux clés dont dépendait l'aide à la Bolivie, tels ceux de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. « *Lorsque vous pensez à la BID, vous devez penser aux Etats-Unis* », commenta l'ambassadeur. « *Ce n'est pas du chantage, c'est la simple réalité* » (...) « *J'espère qu'en tant que président de la Bolivie vous comprenez l'importance de cela* », ajouta-t-il, « *parce que si nos chemins se séparaient, ce ne serait bon ni pour la région, ni pour la Bolivie, ni pour les Etats-Unis* ». [O6LAPAZ6]

Néanmoins Evo Morales ne modifia pas son programme d'un iota. Dans les jours qui suivirent, il mit les bouchées doubles et présenta des plans de réréglementation des marchés du travail, de renationalisation de l'industrie des hydrocarbures et d'une coopération renforcée avec l'ennemi juré des Etats-Unis, Hugo Chavez. En réponse, Greenlee suggéra un « *menu de possibilités à la carte* » pour tenter de contraindre Morales à se plier aux volontés de Washington. Parmi ces mesures : veto aux prêts multilatéraux de plusieurs millions de dollars, report de l'allègement multilatéral programmé de la dette, pressions pour décourager le versement d'aides par la Millenium Challenge Corporation<sup>2</sup> -aides que la Bolivie n'a jamais reçues bien qu'elle figure parmi les pays les plus pauvres de l'hémisphère - et suppression du « *soutien matériel* » aux forces de sécurité boliviennes. [O6LAPAZ93]

Malheureusement pour le Département d'Etat, il devint très vite clair que les menaces de ce type seraient dûment ignorées. Morales avait déjà décidé de réduire drastiquement la dépendance de la Bolivie aux lignes de crédit multilatérales soumises au contrôle du Trésor américain. Quelques semaines après son intronisation, Morales annonça que la Bolivie cesserait d'être redevable au FMI et laisserait l'accord de prêt du Fonds expirer à son terme. Des années plus tard, Morales conseillera à la Grèce et aux autres pays européens endettés de suivre l'exemple de la Bolivie et de « *se libérer économiquement du diktat du FMI* ».

Faute de pouvoir contraindre Morales à se soumettre à ses ordres, le Département d'Etat joua alors la carte du renforcement de l'opposition

---

<sup>2</sup> NDT : La Millenium Challenge Corporation est une agence américaine indépendante d'aide aux pays étrangers fondée par le Congrès en 2004. Selon son site, les aides sont attribuées uniquement aux pays jouissant d'une « bonne gouvernance », d'« une économie libre » et d'« investissements au profit de leurs citoyens ».

bolivienne, et la région de la Media Luna<sup>3</sup>, que cette dernière contrôlait, commença à recevoir une aide plus importante des Etats-Unis. Un câble d'avril 2007 propose « *un effort accru de l'USAID<sup>4</sup> pour renforcer les gouvernements régionaux dans le but de faire contrepoids au gouvernement central* ». [07LAPAZ1167]. Un rapport de 2007 de cette agence indique que son Bureau des initiatives de transition (Office of Transition Initiatives, OTI<sup>5</sup>) « *avait approuvé 101 subventions pour un montant total de 4 066 131 dollars en vue d'aider les dirigeants des départements à opérer plus stratégiquement* ». Des fonds furent également versés aux groupes indigènes qui « *s'opposaient à la vision des communautés indigènes qu'avait Evo Morales* ». [08LAPAZ717]

Un an plus tard, les départements de la région de la Media Luna allaient entrer en rébellion ouverte contre le gouvernement Morales. Dans un premier temps, ils organisèrent des référendums sur l'autonomie, bien que ceux-ci aient été déclarés illégaux par l'autorité judiciaire nationale. Ils soutinrent ensuite des manifestations autonomistes violentes qui firent au moins 20 morts chez les partisans de la politique gouvernementale. Beaucoup eurent la conviction qu'il s'agissait d'un coup d'Etat en marche. La région ne retrouva son calme que sous la pression de tous les autres présidents d'Amérique du Sud, qui firent une déclaration commune de soutien au gouvernement constitutionnel du pays.

Tandis que l'Amérique du Sud faisait bloc derrière Evo, les Etats-Unis étaient en contact régulier avec les dirigeants du mouvement d'opposition violent, séparatiste et raciste, alors même qu'ils parlaient ouvertement de « *faire sauter les gazoducs* » et évoquaient la violence « *comme moyen probable de forcer le gouvernement à ... prendre au sérieux l'ouverture d'un dialogue* ». [08LAPAZ1931]

---

<sup>3</sup> NDT : En Bolivie, la Media Luna est la région qui comprend les départements de Pando, Beni, Santa Cruz et Tarija.

<sup>4</sup> NDT : Créée en 1961 par le président JF Kennedy, l'USAID (United States Agency for International Development), l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, a officiellement pour but d'aider au développement économique et à l'assistance humanitaire dans le monde. Bien que présentée comme indépendante du gouvernement, elle travaille sous la supervision du Président, du Département d'Etat et du Conseil de sécurité nationale. Financée par l'Etat américain, l'agence est accusée de corruption, d'espionnage, d'ingérence dans les affaires intérieures des Etats et d'agissements visant à déstabiliser, voire renverser, les gouvernements anti-néolibéraux. Evo Morales a expulsé l'USAID de son pays le 1<sup>er</sup> mai 2013.

<sup>5</sup> NDT : OTI (Office for Transition Initiatives), l'Office des initiatives de transition, qui travaille main dans la main avec l'USAID, a pour but d'aider les pays à instaurer des régimes « démocratiques » au sens où l'entendent les Etats-Unis, c'est-à-dire fondés sur le libéralisme économique et politique.

Contrairement à sa position officielle durant les événements d'août-septembre 2008, le Département d'Etat prit très au sérieux la possibilité d'un coup d'Etat contre le président Evo Morales, voire de son assassinat. Un câble révèle les plans de l'ambassade américaine à La Paz pour se préparer à un tel événement : « *Le Comité des actions d'urgence mettra au point avec la cellule de crise de l'US Southern Command<sup>6</sup> un plan de réaction immédiate en cas d'urgence soudaine, c'est-à-dire de tentative de coup d'Etat ou de décès du président Morales* ». [[08LAPAZ2083\\_a](#)]

Les événements de 2008 furent cependant le plus grand défi lancé à la présidence d'Evo Morales, et le moment où il fut le plus près d'être renversé. Les préparatifs de l'ambassade américaine en vue d'un possible départ de Morales de la présidence révèlent que les Etats-Unis croyaient au moins que la menace qui pesait sur lui était bien réelle. Qu'ils ne l'aient pas dit publiquement ne fait que montrer dans quel camp ils se situaient durant le conflit, et quelle issue ils auraient probablement préférée.

### **« Promotion de la démocratie »**

Certaines des méthodes d'intervention déployées en Bolivie eurent leur pendant dans d'autres pays dirigés pas des gouvernements de gauche ou abritant de forts mouvements de gauche. Par exemple, après le retour au pouvoir de la gauche sandiniste en 2007, l'ambassade américaine à Managua se mobilisa pour doper le soutien au parti d'opposition de droite, l'Alliance libérale nicaraguayenne (ANL).

En février 2007, l'ambassade rencontra la coordinatrice de la planification de l'ANL et lui expliqua que les Etats-Unis « *n'accordaient pas de soutien direct aux partis politiques* » mais – de façon à contourner cet obstacle – elle suggéra que l'ANL coordonne plus étroitement son action avec des ONG amies qui, elles, pourraient recevoir des fonds américains. La dirigeante de l'ANL répondit qu'elle allait « *faire parvenir une liste complète des ONG qui soutenaient les efforts de l'ANL* » et l'ambassade s'arrangea pour qu'elle « *rencontre rapidement les dirigeants locaux de l'Institut républicain international [International Republican Institute, IRI] et de l'Institut national démocratique des affaires internationales [National Democratic Institute for*

---

<sup>6</sup> NDT : Basé en Floride, le US Southern Command (Commandement Sud des Etats-Unis) est l'un des 9 centres de commandement du ministère de la défense. Il a pour mission de préparer des plans et des opérations d'urgence en Amérique centrale et du Sud et dans les Caraïbes.

International Affairs, NDI] ». Le câble précisait aussi que l'ambassade aiderait à développer la capacité [de l'ANL] à trouver des collecteurs de fonds ». [\[07MANAGUA493\]](#)

De tels câbles devraient être lus par tous ceux qui étudient la diplomatie américaine ou qui sont curieux de comprendre comment fonctionne dans la réalité le système américain de « promotion de la démocratie ». A travers l'USAID, la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy- NED), le NDI, l'IRI et autres entités paragonnementales, Washington apporte une aide considérable aux mouvements politiques soutenant les objectifs politiques et économiques des Etats-Unis.

En mars 2007, l'ambassadeur américain au Nicaragua demanda au Département d'Etat de débloquer « *environ 65 millions de dollars en sus des budgets antérieurs pour les quatre ans à venir – jusqu'aux prochaines élections présidentielles* » afin de financer « *le renforcement de partis politiques, d'ONG « démocratiques » et d'attribuer « dans de brefs délais de petites dotations d'un montant variable aux groupes qui mènent des actions critiques pour défendre la démocratie au Nicaragua, font avancer nos intérêts et s'opposent à ceux qui nous dénigrent* ». [\[07MANAGUA583 a\]](#)

En Equateur, l'ambassade américaine s'opposait à l'économiste de gauche Rafael Correa bien avant les élections de 2006 qui l'ont porté au pouvoir. Deux mois avant ce scrutin, le conseiller politique de l'ambassade avait alerté Washington sur le fait que Correa allait sans aucun doute « *rejoindre le groupe Chavez-Morales-Kirchner des dirigeants nationalistes-populistes sud-américains* ». Il faisait remarquer que l'ambassade « *avait informé nos contacts politiques, économiques et les médias de la menace que Correa représentait pour l'avenir de l'Equateur, et il avait activement découragé les alliances politiques susceptibles d'équilibrer le radicalisme perçu de Correa* ». [\[06QUITO2150 a\]](#) Tout de suite après l'élection de Correa, l'ambassade envoya un câble au Département d'Etat avec son plan stratégique :

« *Nous n'entretenons pas l'illusion que, à eux seuls, les efforts du gouvernement américain pourront influencer sur l'orientation du nouveau gouvernement ou du Congrès équatoriens, mais nous espérons maximiser notre influence en travaillant de concert avec d'autres Equatoriens et d'autres groupes qui partagent nos points de vue. Si elles ne rencontrent pas de résistance, les propositions de réforme et l'attitude de Correa vis-à-vis du*

*Congrès et des partis politiques traditionnels pourraient prolonger la période actuelle de conflictualité et d'instabilité politiques ».* [06QUITO2991](#)]

Les pires craintes de l'ambassade se confirmèrent. Correa annonça qu'il allait fermer la base aérienne américaine de Manta, augmenter les dépenses sociales et mettre en route l'élection d'une assemblée constituante. En avril 2007, 80% des électeurs équatoriens ratifièrent la proposition d'assemblée constituante et, en 2008, 62% d'entre eux se prononcèrent en faveur d'une nouvelle constitution. Ce texte consacrait une série de principes progressistes, dont la souveraineté alimentaire, les droits au logement, à la santé, à l'emploi et le contrôle de l'exécutif sur la banque centrale (un véritable interdit dans la feuille de route néolibérale).

Au début 2009, Correa annonça que l'Equateur ferait défaut sur une partie de sa dette extérieure. Cette mesure, avec d'autres, récentes, provoqua la fureur de l'ambassade, tout comme la décision du président de rapprocher l'Equateur des pays membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), créée à l'initiative du Venezuela et de Cuba en 2004 pour faire échec à la Zone de libre échange des Amériques, ALCA), à l'époque fortement promue par l'administration Bush. Mais l'ambassadeur avait aussi conscience que les Etats-Unis n'avaient que peu de prise sur Correa :

*« Nous vous adressons le message en privé que les agissements de Correa auront des conséquences sur ses relations avec la nouvelle administration Obama. Nous préférons éviter les commentaires publics qui risquent d'être contreproductifs. Nous ne recommandons pas de mettre fin aux programmes du gouvernement américain qui servent nos intérêts car cela ne ferait que diminuer les incitations susceptibles de faire revenir Correa à une attitude plus pragmatique ».* [09QUITO15](#)]

Le défaut partiel sur la dette fut un succès, et permit au gouvernement équatorien d'économiser près de 2 milliards de dollars. En 2011, Correa recommanda le même remède aux pays européens endettés, notamment la Grèce, en leur [conseillant](#) de cesser de rembourser leur dette et de se passer des avis du FMI.

### **Contre la « menace » bolivarienne**

Pendant la guerre froide, la menace supposée d'une expansion communiste soviétique et cubaine servit à justifier les innombrables interventions visant à



renverser les gouvernements qui penchaient à gauche, et maintenir à flot les régimes militaires réactionnaires. De la même manière, les câbles de WikiLeaks montrent comment, dans les années 2000, le spectre du « bolivarianisme » vénézuélien a été utilisé pour justifier les interventions contre de nouveaux gouvernements de gauche anti-néolibéraux comme celui de la Bolivie, dépeint comme « *ouvertement tombé dans le giron du Venezuela* », ou de l'Equateur, présenté comme « *un cheval de Troie de Chavez* ».

Les relations de Washington avec le gouvernement de Hugo Chavez tournèrent rapidement au vinaigre. Chavez, élu président la première fois en 1998, rejeta en bloc les politiques économiques néolibérales, développa une relation étroite avec le dirigeant cubain Fidel Castro et critiqua haut et fort l'intervention militaire de l'administration Bush en Afghanistan au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Les Etats-Unis rappelèrent leur ambassadeur à Caracas après que Chavez ait déclaré : « *On ne peut pas combattre le terrorisme par le terrorisme* ». Le président vénézuélien resserra ensuite le contrôle du gouvernement sur le secteur pétrolier, augmenta les royalties acquittées par les grandes entreprises étrangères et utilisa les revenus du pétrole afin de financer la santé et l'éducation pour tous, ainsi que des programmes alimentaires pour les pauvres.

En avril 2002, le gouvernement américain soutint publiquement un coup d'Etat militaire de courte durée qui éloigna Chavez du pouvoir pendant 48 heures. Les documents de la NED auxquels on a pu avoir accès grâce à la loi sur la liberté de l'information [montrent que](#) les Etats-Unis fournissaient des fonds, ainsi qu'une formation à la « promotion de la démocratie » à des groupes qui avaient soutenu le coup d'Etat et furent ultérieurement impliqués dans la « grève » des *managers*<sup>7</sup>, dont l'objectif était de faire tomber Chavez. La grève paralysa l'industrie pétrolière fin 2002/début 2003 et plongea le pays dans la récession.

Les câbles WikiLeaks montrent que, suite à ces tentatives manquées de renverser le président élu du Venezuela, les Etats-Unis ont continué à soutenir l'opposition à travers la NED et l'USAID. Dans un câble de novembre 2006, l'ambassadeur américain en poste à l'époque, William Brownfield, expliquait la

---

<sup>7</sup> NDT : Les premières « grèves des managers » eurent lieu en avril 2002 au sein du groupe pétrolier national Petroleos de Venezuela (PDVSA), ceux-ci refusant de reconnaître les nouveaux membres du conseil d'administration nommés par Hugo Chavez. Les cadres dirigeants de PDVSA participèrent ensuite à la grève générale, essentiellement patronale, de décembre 2002 à janvier 2003, dans le but de faire tomber le président Chavez. La grève ne fut que faiblement suivie par les ouvriers et techniciens et se solda par un échec.

stratégie de l'USAID/OTI pour déstabiliser l'administration Chavez : « *En août 2004, l'ambassadeur présenta les grandes lignes d'une stratégie en cinq points destinée à guider les activités de l'ambassade au Venezuela durant cette période [2004-2006] (...). Les points centraux de cette stratégie sont : 1) renforcer les institutions démocratiques ; 2) infiltrer la base politique de Chavez ; 3) diviser le chavisme ; 4) protéger les intérêts économiques vitaux des Etats-Unis ; 5) isoler Chavez internationalement* ». [[06CARACAS3356](#)]

Les liens étroits qui existent entre l'ambassade américaine et divers groupes d'opposition sautent aux yeux dans nombre de câbles. Un câble de Brownfield lie Súmate – une ONG d'opposition qui a joué un rôle clé dans les campagnes contre le gouvernement – à « *nos intérêts au Venezuela* » [[06CARACAS339](#)]. D'autres câbles révèlent que le Département d'Etat a fait du lobbying en vue d'aider Súmate à obtenir des appuis internationaux [[05MADRID2557](#); [06CARACAS340](#)] et a encouragé le soutien financier, politique et juridique américain [[06CARACAS3547](#)] à cette organisation, y compris via la NED.

En août 2009, le Venezuela fut secoué par de violentes manifestations de l'opposition, comme cela s'est produit à de nombreuses reprises sous Chavez et aussi sous son successeur, Nicolas Maduro). Un câble secret, daté du 27 août, cite la société Development Alternatives Incorporated (DAI), travaillant contractuellement pour USAID/OTI, qui fait référence à « *tous* » les opposants à Chavez de cette époque comme étant « *des bénéficiaires de nos fonds* ». Eduardo Fernandez [salarié de DAI] dit que « *les rues sont chaudes* », faisant allusion aux mouvements de contestation qui s'amplifiaient pour empêcher Chavez de consolider son pouvoir, et il ajoute que « *tous ces gens [qui organisent la contestation] bénéficient de nos fonds* ». [[09CARACAS1132\\_a](#)]

Les câbles révèlent aussi que le Département d'Etat américain a formé et financé un dirigeant étudiant dont il reconnaissait qu'il avait entraîné la foule des manifestants avec l'intention de « *lyncher* » un gouverneur chaviste : « *durant le coup d'Etat d'avril 2002, [Nixon] Moreno participa aux manifestations dans l'Etat de Merida où il prit la tête des manifestants qui marchaient sur la capitale de l'Etat pour aller lyncher le gouverneur Florencio Porras d'obédience-MVR*<sup>8</sup>. [[06CARACAS1627](#)].

---

<sup>8</sup> NDT : Le MRV, Movimiento V [Quinta] República, Mouvement pour la Ve République, fut fondé par Hugo Chavez en 1997. Il se transforma en 2007 en Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV).

Cependant, quelques années plus tard, un autre câble note que « *Moreno a participé au programme Visiteur international* (du Département d'Etat) *en 2004* » [07CARACAS591]. Quelques années plus tard encore, Moreno sera recherché par la police pour tentative de meurtre et menaces contre une femme officier de police, entre autres charges.

Dans la droite ligne de la stratégie en 5 points de Brownfield, le Département d'Etat a prioritairement consacré ses efforts à isoler le gouvernement vénézuélien à l'échelle internationale et à contrer son influence dans la région. Des câbles montrent comment des chefs de missions diplomatiques américaines ont développé des stratégies coordonnées pour contrer la « *menace* » vénézuélienne.

Selon les premières révélations de WikiLeaks en décembre 2010, les chefs des missions diplomatiques américaines de six pays d'Amérique du Sud se sont réunis au Brésil en mai 2007 pour mettre au point une riposte collective aux prétendus « *plans agressifs* » du président Chavez « *qui auraient pour objectif de créer un mouvement bolivarien unifié à travers toute l'Amérique latine* ». Parmi les champs d'action sur lesquels les chefs de missions se sont mis d'accord figurait un plan pour « *continuer à renforcer les liens avec les dirigeants militaires de la région qui partagent nos craintes concernant Chavez* ». [07ASUNCION396]. Une réunion identique des chefs des missions diplomatiques d'Amérique centrale portant sur la « *menace d'activités politiques populistes dans la région* » s'est tenue à l'ambassade américaine du Salvador en mars 2006. [06SANSALVADOR963\_a]

Les diplomates américains n'ont pas ménagé leur peine pour essayer d'empêcher les gouvernements caribéens et centre-américains d'adhérer à PetroCaribe, un accord énergétique vénézuélien régional qui permet à ses signataires d'obtenir du pétrole et des produits pétroliers à des prix préférentiels. Les câbles de WikiLeaks montrent que, même si les officiels américains reconnaissaient en privé les bénéfices économiques évidents de cet accord pour les pays membres, ils craignaient avant tout que PetroCaribe n'accroisse l'influence politique du Venezuela dans la région.

A Haïti, l'ambassade travailla en étroite liaison avec de grandes compagnies pétrolières pour essayer d'empêcher le gouvernement du président René Préval de rejoindre PetroCaribe, même si elle reconnaissait que « *cela permettrait d'économiser 100 millions de dollars par an* », comme cela a été

initialement [rapporté](#) par Dan Coughlin et Kim Ives dans *The Nation*. En avril 2006, l'ambassadeur Janet Sanderson écrivait : « *Post va continuer de faire pression sur Préal pour le dissuader de rejoindre PetroCaribe. L'ambassadeur doit rencontrer aujourd'hui Bob Manuel, le conseiller spécial de Préal. Lors de nos précédentes rencontres, il a entendu nos inquiétudes et il est conscient qu'un accord avec Chavez causerait des problèmes avec nous* ». [[06PORTAUPRINCE692](#)].

On ne doit pas oublier que les câbles de WikiLeaks n'offrent aucun aperçu sur les activités des services de renseignement américains qui agissent de façon plus secrète. Ces câbles constituent seulement la partie visible de l'iceberg en matière d'ingérence politique américaine dans la région. Néanmoins, ils apportent amplement la preuve des efforts continus et déterminés des diplomates américains pour intervenir contre les gouvernements indépendants de gauche en Amérique latine, en utilisant l'octroi de subsides, les multiples instruments disponibles dans la boîte à outils de la « *promotion de la démocratie* » – et parfois en soutenant (y compris financièrement) des méthodes violentes et illégales.

Si quelques avancées positives dans la région sont à porter au crédit de l'administration Obama – dont le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba n'est pas la moindre – aucun signe ne montre que la politique à l'égard du Venezuela et d'autres gouvernements de gauche en Amérique latine ait fondamentalement changé. Il est évident que l'hostilité de l'administration à l'égard du gouvernement vénézuélien élu ne se relâche pas. En juin 2014, le vice-président américain Joe Biden lançait l'Initiative pour la sécurité énergétique des Caraïbes (Caribbean Energy Security Initiative), considérée comme un « *antidote* » à PetroCaribe. En mars 2015, Obama décréta que le Venezuela constituait une « *menace (...) inhabituelle et extraordinaire (...) pour la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis* » et annonçait des sanctions à l'encontre des officiels vénézuéliens, un acte unanimement critiqué par les autres pays de la région.

Mais malgré les incessantes agressions des Etats-Unis, la gauche est largement devenue majoritaire en Amérique latine. A l'exception du Honduras et du Paraguay, où des coups d'Etat de droite ont chassé les présidents élus, presque tous les mouvements de gauche arrivés au pouvoir au cours des 15 dernières années sont aujourd'hui toujours aux commandes. Largement grâce à l'action de ces gouvernements, entre 2002 et 2013 le [taux de pauvreté](#) a fortement

baissé dans la région, passant de 44 à 28%, après avoir empiré au cours des deux décennies précédentes. Ces succès et la détermination des dirigeants de gauche à prendre des risques pour se débarrasser du diktat néolibéral devraient aujourd'hui servir de modèle à la gauche anti-austérité européenne.

Il est clair que certains de ces gouvernements sont aujourd'hui confrontés à d'importantes difficultés, dues en partie à une récession économique régionale qui a affecté les gouvernements de droite comme de gauche. Vues à travers le prisme des câbles, il y a de bonnes raisons de se demander si toutes ces difficultés ont seulement des causes internes. Par exemple, en Equateur, où le président Correa est confronté à une offensive de la droite et de certains courants de la gauche, on retrouve dans les rangs des opposants aux nouvelles propositions fiscales progressistes du gouvernement les dirigeants d'entreprises avec lesquels on voit les diplomates américains comploter dans les câbles.

Au Venezuela, où un système défaillant de contrôle de la monnaie a engendré une inflation élevée, les manifestations violentes des étudiants de droite ont sérieusement déstabilisé le pays. Il est hautement probable que certains de ces manifestants bénéficient de financements de l'USAID et de la NED.

Il y a beaucoup d'autres choses que l'on peut apprendre des câbles de WikiLeaks. Pour les chapitres « Amérique latine » et « Caraïbes » de notre livre *The WikiLeaks Files*, nous avons passé en revue des centaines de câbles et nous sommes en mesure d'identifier des modes distincts d'intervention américaine que nous décrivons plus amplement dans l'ouvrage (certains ont déjà été exposés par ailleurs). D'autres auteurs ont fait la même chose que nous pour d'autres régions du monde. Mais il y a plus de 250 000 câbles (35 000 rien que pour l'Amérique latine) et il reste sans aucun doute encore bien d'autres aspects notables de la diplomatie américaine en action qui attendent d'être dévoilés.

Malheureusement, après l'excitation initiale provoquée par la mise à disposition des câbles, peu de journalistes et de chercheurs ont montré un réel intérêt pour eux. L'introduction de Julian Assange montre à quel point cette carence est préjudiciable aux efforts des universitaires et des journalistes pour la compréhension des relations internationales des Etats-Unis. Au cours des cinq dernières années, seul un petit nombre de citations des câbles de

WikiLeaks ont réussi à se faire une place dans les revues universitaires. Le moment est venu de renverser cette tendance.

Accessibles au public, ces câbles offrent le récit le plus approfondi et le plus détaillé de la vision du monde de l'Etat impérial américain et de sa réponse à ce qu'il considère comme des défis à ses intérêts. Aucune analyse de la politique étrangère américaine au XXIe siècle ne saurait être complète sans eux.

Source : *Jacobin*, 29 septembre 2015 : <https://www.jacobinmag.com/2015/09/latin-america-wikileaks-hugo-chavez-rafael-correa-obama-venezuela-intervention/>.

*Jacobin* est une revue trimestrielle américaine de gauche. Elle compte 10 000 abonnés et sa version électronique sur Internet est consultée mensuellement par 600 000 lecteurs

*Traduction* : Mireille Azzoug

*Révision et édition* : Mémoire des luttes